



Une semaine sur les marchés

- La semaine passée, les taux 10 ans ont gagné une quinzaine de points de base, avec les Treasuries frôlant les 4,2% et le Bund les 2,4%. Les marchés ont retiré de leurs anticipations une cinquième baisse des taux directeurs de la Fed et de la BCE cette année au fil des statistiques économiques américaines qui ont mis en doute l'idée d'un ralentissement au-dessous du potentiel en 2024, et des interventions des banquiers centraux qui ont conforté notre scénario de baisses des taux modérées à partir de la mi-année.
- La hausse des taux longs, tirée avant tout par la croissance, n'a pas empêché les actions de bien se comporter sur la semaine, en particulier pour le S&P 500 qui a dépassé les 5000 pts et atteint donc un niveau historique dans un contexte où 80% des entreprises ont battu les attentes de bénéfices au 4ème trimestre.



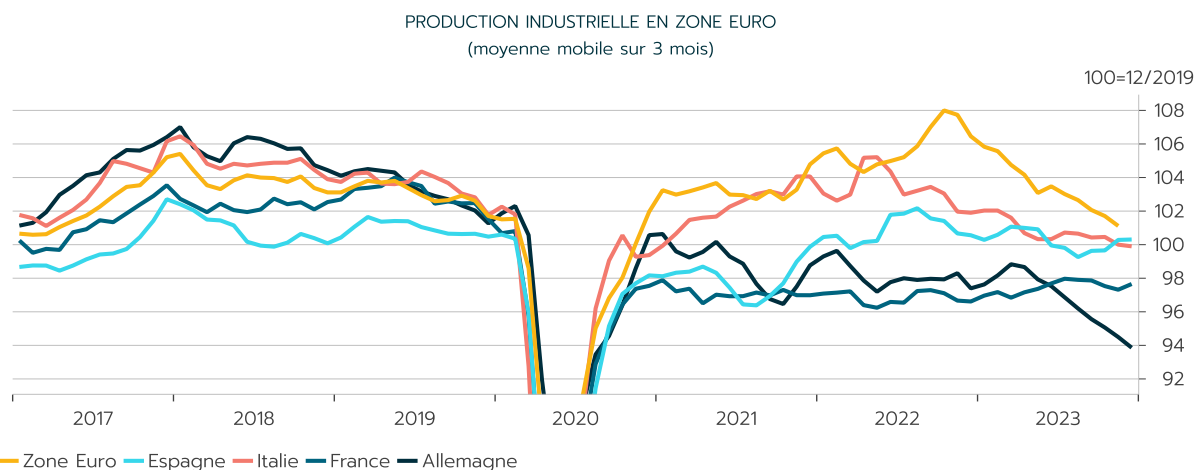
Les nouvelles macroéconomiques de la semaine

- La désormais longue liste des statistiques américaines qui défient la thèse d'un ralentissement même modéré de l'économie américaine s'étoffe encore. Après le rebond du cycle manufacturier, de la confiance des ménages, et le maintien d'un excès de demande résiduel sur le marché du travail qui se retrouve dans la consommation des ménages, c'est au tour du secteur des services de reprendre des couleurs dans les enquêtes conjoncturelles. Il faut dire que le niveau des ISM semblait bien bas comparé à la vigueur des données dures jusqu'à présent. De plus, les enquêtes de la Fed auprès du secteur bancaire indiquent que les banques américaines resserrent désormais moins les conditions de crédit et que la demande de crédit a passé son creux. Les aléas baissiers sur l'investissement vont donc probablement s'estomper dans les prochains trimestres, alors même que celui-ci a beaucoup moins baissé que ne le laissent suggérer les corrélations historiques avec les conditions de crédit, probablement grâce au soutien public massif à l'investissement et à un faible besoin de refinancement des entreprises.
- En zone euro, alors que le creux conjoncturel semble passé en France et en Italie, le cas de l'Allemagne inquiète tout de même. Malgré le rebond de certaines enquêtes, après les ventes de détail, c'est au tour de la production industrielle de décembre de dévisser à nouveau, toujours plombée par les industries intensives en énergie. Du côté de l'inflation, les indicateurs avancés que sont les prix à la production confirment notre scénario de poursuite de la désinflation des biens industriels et alimentaires dans les prochains mois. Pour le moment, l'impact des tensions en mer rouge ne se voit pas dans ces indicateurs, qui bénéficient sans doute des pressions déflationnistes actuellement à l'œuvre en Chine. L'attention principale de la BCE se porte donc sur la dynamique salariale, dernière incertitude en ce début d'année.

**L'Indice des Directeurs d'Achat (PMI) de l'Institute for Supply Management (ISM) évalue le niveau relatif des conditions des entreprises. Les données sont compilées à partir d'un sondage effectué auprès de directeurs d'achat dans l'industrie manufacturière. Un résultat au-dessus de 50 indique une expansion, et en-dessous une contraction.*



Le graphique de la semaine



Source: Macrobond, OFI Invest AM, données au 12/02/2024

	09/02/2024	02/02/2024	Variation hebdo.	Variation / fin 2023
Actions			%	%
CAC 40	7648	7592	0,7%	1,4%
S&P 500	5027	4959	1,4%	5,4%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,19	4,03	16	32
10 ans Allemagne	2,35	2,20	15	35
10 ans France	2,81	2,66	15	34
10 ans Italie	3,97	3,82	15	44
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	162	162	0	9
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2023
VIX	12	13	-1	-10

Source Refinitiv Datastream - Indices actions hors dividendes en devise locale

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 2 au 9 février 2024



Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° 92012 - n° TVA intracommunautaire FR 51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 22, rue Vernier 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 384 940 342.

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie.

Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Cette communication publicitaire ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés et gérés par Ofi Invest Asset Management à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA24/0060/12022025